Ce week-end marque la fin de la trêve hivernale annuelle, annonçant avec elle l'accélération des expulsions et une augmentation du nombre de personnes mises à la rue. Depuis 70 ans, le pays n'a jamais connu une telle crise du logement (hébergements d'urgence saturés, sans-abrisme, habitat indigne etc.). A Lyon, ce sont environ 25.000 personnes qui sont concerné.e.s par le sans-abrisme ou une situation de mal-logement selon un rapport d'UrbaLyon d'octobre 2023. En parallèle sur la métropole, ce sont plus de 18.000 logements qui sont considérés comme étant vacants selon Médiacité. A l'approche des J.O. et dans un contexte de précarité croissante, tout laisse à croire que ces chiffres continuent d'augmenter rapidement. Cette situation n'est pas une fatalité, mais bien un choix politique. Des logements pour toustes, il y en a ! Que fait la Métropole "accueillante et hospitalière" de Lyon ? Que fait l'Etat français, tenu de respecter le droit fondamental qu'est le droit au logement et les principes de continuité et d'inconditionnalité de l'hébergement ?

Face à ce constat, le DAL69 en co-organisation avec le collectif de l'Espace Communal de la Guillotière et la Fanfare à Manif de Lyon ont appelé à une manifestation contre les expulsions et pour un droit au logement pour toustes. Plusieurs centaines de personnes ont déambulé dans les rues ce samedi 30 mars pour dénoncer cette véritable "bombe sociale" que constitue le mal-logement et visibiliser ces questions. Dans la continuité de ce week-end de mobilisation s'est tenue une Assemblée des Luttes ce lundi 1er avril afin de s'organiser face aux expulsions qui constituent autant d'attaques sur nos droits et notre dignité. De nombreux collectifs et soutiens ont répondu présent, témoignant de la volonté de faire bloc face à la Métropole, à la Préfecture et aux bailleurs. Cette assemblée marque le lancement de notre campagne anti-expulsion et doit permettre de former des liens de solidarités et un rapport de force nécessaires en vue de lutter contre le fléau du mallogement et des expulsions.

Les personnes réunies lors de cette Assemblée des Luttes ont pu exprimer leur situation et les moyens qui s'offrent collectivement à nous pour riposter contre ces attaques. Plusieurs squats sont dès aujourd'hui menacés d'expulsions. Ce sont aussi de nombreux locataires qui risquent d'être (re)mis à la rue, de manière totalement invisibilisée et individualisée. Nous considérons que seules la mobilisation collective et la lutte permettent de faire front face aux expulseurs. Le mal-logement et le sans-abrisme sont les produits de la hausse croissante des loyers et de la spéculation immobilière et s'inscrivent dans un contexte d'intensification de la répression envers toutes formes de précarité, notamment avec les lois Kasbarian-Bergé et Darmanin. N'attendons pas des pouvoirs publics qu'ils prennent en charge cette situation qui ne les intéresse finalement que très peu. Organisons-nous par nous-même, pour nous-même. Empêchons les expulsions et obtenons un logement pour toustes.

Nous appelons toutes les organisations, les collectifs et les individu.e.s soucieux.ses de lutter sur les questions du mal-logement à investir cette campagne.

Première étape, retrouvons-nous devant le siège de Grand Lyon Habitat (2 place de Francfort, 69003) ce mercredi 3 avril à 9h pour soutenir des habitant.e.s de la Duchère mobilisé.e.s contre ce bailleur. Le projet de rénovation urbaine qui touche le quartier de la Sauvegarde et du Château entraine des expulsions de logements qui resteront vides jusqu'à leur démolition prévue pour 2026.

Pas de trêve face aux expulseurs!